



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 29 NOVEMBRE 2016**

CONVOCATION

Le 22 novembre 2016, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 29 novembre 2016 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Installation de Mme Céline LEBERQUIER au sein du Conseil Municipal suite à la démission de M. Renaud GAULET
- Approbation du PV de la réunion du 25 octobre 2016

1 - Finances

- 1-1 - Contrats de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement SEERC/EAUX DE PROVENCE - Avenants de prolongation
- 1-2 - Recettes en non-valeur et créances éteintes (budget communal)
- 1-3 - Association « BILBOK » - Avance sur la dotation 2017 dans le cadre du Contrat « Enfance-Jeunesse » CAF
- 1-4 - Décisions modificatives n° 5 (budget communal) - n° 3 (assainissement) - n° 1 (eau)
- 1-5 - Taxe d'aménagement 2017
- 1-6 - Redevance d'occupation du Domaine Public (RODP) - Instauration et tarifs 2017
- 1-7 Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) des bâtiments et espaces publics communaux - Présentation, proposition et programmation des travaux et des aménagements
- 1-8 - Spectacle « Place à l'Opéra » 2017 - Contrat
- 1-9 - Modifications des régies (cantine - médiathèque - activités culturelles - location de salles - fourrière chiens et chats) et modification des indemnités des régisseurs
- 1-10 - Participation communale 2017 aux séjours culturels, linguistiques et pédagogiques des élèves du secondaire

2 - Administration générale

- 2-1 - Commission communale des Finances : nomination de Mme Céline LEBERQUIER, Conseillère Municipale
- 2-2 - Convention entre la Médiathèque municipale et l'Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « L'Essor »
- 2-3 - Convention relative à l'implantation des abris voyageurs du réseau départemental de transport public VARLIB

- 2-4 - Rapport d'activités 2015 de la Communauté de Communes du Comté de Provence
- 2-5- Désignation des deux Conseillers Communautaires représentant le Conseil Municipal au sein de la future Communauté d'Agglomération « Provence Verte »
- 2-6 - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal dans le groupe de travail « Prévention et Collecte » au sein du SIVED NG* (*nouvelle génération)

- 3 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 4 - Questions écrites
- 5 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 29 novembre 2016, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - VERDON Pierre - REES Pénélope - GAQUIERE Ingrid - MUNIER Denise - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - CEMBRANI Romain - COLLAIN Olivier - COEURDEUIL Yves - BOULE AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mmes. PASQUET Annette (pouvoir à Pascale RIHAL) - MIONET Marie-Thérèse (pouvoir à Brigitte BOSSUGE).

soit 25 présents et 2 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.



- Installation de Mme Céline LEBERQUIER au sein du Conseil Municipal suite à la démission de M. Renaud GAULET

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Monsieur Renaud GAULET de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 27 octobre 2016, date de réception en Mairie de son courrier.

Il indique que conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la démission est définitive dès son envoi au Maire et prend effet le jour de sa réception par celui-ci.

Monsieur le Maire a informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles de cette démission par courrier du 3 novembre 2016. Il a également, ce jour-là, notifié à Madame Céline LEBERQUIER, suivant de la liste à laquelle appartenait l'élu démissionnaire, soit la liste « LE VAL BLEU MARINE », sa nomination en qualité de Conseillère Municipale (article L 270 du Code Electoral), à compter du 27 octobre 2016.

Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution de l'indemnité de fonction de conseiller municipal à Mme Céline LEBERQUIER, conformément aux dispositions de la délibération du 24 avril 2014 précisant notamment :

- o Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : au taux de 3,025 %

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,
Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

PREND ACTE de la démission de Monsieur Renaud GAULET de sa fonction de Conseiller Municipal à compter du 27 octobre 2016 et de son remplacement immédiat par le suivant de sa liste, soit Mme Céline LEBERQUIER,

INDIQUE que Mme Céline LEBERQUIER percevra l'indemnité de fonction prévue par la délibération du 24 avril 2014 pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire, soit au taux de 3,025 % (taux en pourcentage de l'indice 1015), en lieu et place de M. Renaud GAULET.

PRECISE que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

- Approbation du PV de la réunion du 25 octobre 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 25 octobre 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 25 octobre 2016,

A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

1 - Finances

1-1- Contrats de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement SEERC/EAUX DE PROVENCE - Avenants de prolongation

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune de LE VAL a confié la gestion de ses services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC) par contrats d'affermage signés le 21 février 2005.

Le contrat concernant l'eau potable expire le 21 janvier 2017 et celui pour l'assainissement collectif le 31 décembre 2016.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que des démarches ont été entreprises depuis plusieurs mois, en collaboration avec le Bureau d'Études « HYDREAU CONSULT » pour rédiger un dossier de consultation d'entreprises (DCE) et lancer un avis d'appel public à la concurrence.

Ce bureau d'études a pour mission :

- ✓ de renouveler le mode de gestion des deux services publics
- ✓ de respecter les nouvelles règles de procédure réglementaire pour les contrats de concessions de services publics (ordonnance du 29/01/2016 et décret du 01/02/2016)
- ✓ d'étudier dans les meilleures conditions les bases des nouveaux contrats
- ✓ de prendre en compte les enjeux de transfert de compétence Eau Potable et Assainissement liés à la loi NOTRE.

La consultation a été lancée le 10 novembre 2016 avec une date limite de remise des offres fixée au 6 janvier 2017.

L'ensemble de ces dispositions ne pouvant être normalement finalisé avant les dates d'expiration des contrats d'affermage en cours et la continuité des services publics devant être assurée tout en respectant les dispositions des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de prolonger la durée des contrats jusqu'au 29 juin 2017 (soit une prolongation de 5 mois et 9 jours pour le contrat Eau Potable et 5 mois et 29 jours pour celui de l'Assainissement Collectif).

Un projet d'avenant de prolongation a été rédigé par la SEERC pour chacun des services publics et soumis à HYDREAU CONSULT pour avis. Ces projets ont été amendés sur les conseils du Bureau d'Études et après acceptation par la SEERC.

Monsieur le Maire en donne lecture à l'assemblée.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance des projets d'avenants aux contrats d'affermage en cours avec la SEERC pour les services publics de l'eau potable et de l'assainissement en vue de leur prolongation jusqu'au 29 juin 2017, Considérant que la consultation publique pour la conclusion de nouveaux contrats de délégation de service public est en cours avec remise des offres fixée au 6 janvier 2017,

Considérant l'obligation de continuité des services publics en question,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les projets d'avenants de prolongation présentés par M. le Maire,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces avenants et à procéder à toutes les démarches nécessaires à leur application.

1-2 - Recettes en non-valeur et créances éteintes (budget communal)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles sollicite l'admission en non-valeurs de certaines recettes paraissant irrécouvrables (débiteur insolvable) et de créances éteintes.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui précise qu'en règle générale, pour les créances comprises entre 40 et 160 €, le motif de l'irrécouvrabilité est noté sur l'état joint au courrier, et pour celles d'un montant unitaire supérieur à 160 €, les justificatifs des démarches accomplies par le Trésor Public sont tenus à la disposition de la Commune et seront joints au compte de gestion.

Les poursuites ne sont pas arrêtées. Si les sommes sont perçues dans les mois qui viennent, elles seront encaissées sur le budget en recettes exceptionnelles.

Il s'agit de frais de cantine pour un total de 489.75 €.

Quant aux créances éteintes, et donc perdues pour le budget communal, elles s'élèvent à 43,20 € et concernent également les redevances de la cantine.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE

- de déclarer irrécouvrables et donc d'admettre en non-valeurs les recettes listées par Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles, soit pour un montant total de 489,75 € pour le budget principal.
- de déclarer 43,20 € de redevances de cantine comme créances éteintes

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les mandats d'admissions en non-valeur et en créances éteintes, au chapitre 65.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016

1-3 - Association « BILBOK » - Avance sur la dotation 2017 dans le cadre du Contrat « Enfance-Jeunesse » CAF

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un Contrat « Enfance-Jeunesse » a été passé avec la Caisse d'Allocations Familiales à compter de 2015 pour une période de 3 ans. Ce C.E.J. prévoyait, dans ses budgets prévisionnels de fonctionnement, une dotation de 15.000 € pour 2016 et une de 18.000 € pour 2017 en faveur de l'association « BILBOK » partenaire de la Commune pour la mise en place des activités en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

Il donne la parole à Mme Pascale RIHAL, Conseillère Municipale membre de la commission communale « Affaires scolaires/Enfance/Jeunesse », Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée à cette fonction étant absente excusée.

Mme RIHAL rappelle que la dotation de 2016 a été votée par le Conseil Municipal fin 2015 et versée dès le début janvier 2016. Elle indique que l'Association « BILBOK » sollicite une avance de 6.000 € sur la dotation de 2017 afin de pouvoir faire face principalement aux dépenses liées aux charges sociales de début d'année.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Pascale RIHAL, Conseillère Municipale membre de la commission communale « Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse »,

Considérant les obligations financières de l'association « BILBOK » dès janvier 2017, notamment le paiement de ses charges sociales,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à mandater en décembre 2016, un acompte sur la dotation 2017 de 6.000 € en faveur de l'association « BILBOK »

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 (chapitre 65)

1-4 - Décisions modificatives n° 5 (budget communal) - n° 3 (assainissement) - n° 1 (eau)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

- COMMUNE

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été provisionnées lors du vote du budget communal de 2016, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à un virement de crédit pour faire face à des dépenses survenues récemment.

-compte 165-020 « Dépôts et cautionnements reçus »+ 1.144,62 €

pour une caution perçue avant 2008 dont l'origine n'est pas retrouvée donc pas restituable. Ce montant reste donc en recettes de fonctionnement

-compte 1641-01 « Remboursement d'emprunts »- 1.144,62 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 5 du budget communal 2016.

- ASSAINISSEMENT

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Assainissement collectif de 2016, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à un virement de crédit pour faire face à des dépenses survenues récemment.

-compte 2762-041 « Restitution de TVA »+23.700,00 €

Pour l'enregistrement comptable de la récupération de TVA sur les travaux réalisés en 2016

-compte 2315 « Immobilisations en cours »-23.700,00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 3 du budget du Service Public de l'Assainissement collectif de 2016.

- EAU

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que certaines imputations n'ayant pas été provisionnées lors du vote du budget du Service Public de l'Eau Potable de 2016, il s'avère nécessaire aujourd'hui de procéder à un virement de crédit pour faire face à des dépenses survenues récemment.

-compte 2762-041 « Restitution de TVA »+ 3.705,00 €

Pour l'enregistrement comptable de la récupération de TVA sur les travaux réalisés en 2016

-compte 2315 « Immobilisations en cours »- 3.705,00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 1 du budget du Service Public de l'Eau Potable de 2016.

1-5 - Taxe d'aménagement 2017

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 21 octobre 2015, il a été décidé de reconduire en 2016 le taux de la taxe d'aménagement de **5 %** sur l'ensemble du territoire communal, sauf pour les quartiers suivants :

- - Serre de Laval
- - Les Grandes Aires
- - La Plaine
- - La Roguère

où le taux a été majoré pour être porté à **12 %**.

Cette décision était valable pour une année reconductible.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur la reconduction en 2017 des taux de la taxe d'Aménagement dans ces secteurs.

M. KINET revient sur le taux fixé à 12 % pour le quartier de « Serre de Laval » pour rappeler que cette majoration avait été décidée dans le cadre du projet concernant l'avenue Jean Moulin de réfection des réseaux et de la voirie avec création de trottoirs. Il demande pourquoi pénaliser les habitants du quartier si les travaux ne sont pas réalisés.

M. SAULNIER répond que les travaux sont actés pour 2017 et qu'il s'en engage devant le Conseil Municipal.

M. LANGE demande si la zone concernée par la taxe à 12 % dans le quartier des Grandes Aires concerne uniquement les terrains classés en zone NA (inconstructible) au POS ou bien tout le quartier.

M. SAULNIER répond que la taxe à 12 % concerne tout le quartier des Grandes Aires.

M. LANGE relève qu'il n'y aurait en effet aucun intérêt à surtaxer uniquement des terrains inconstructibles.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de reconduire en 2017 les taux décidés par délibération du 21 octobre 2015, soit **5 %** pour l'ensemble du territoire sauf pour les secteurs « Serre de Laval », « Les Grandes Aires », « La Plaine » et « La Roguère » où le taux demeurera à **12 %**

PRECISE que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible et qu'elle sera transmise à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (D.D.T.M.), Service « Aménagement Durable/Pôle Urbanisme » au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

1-6 - Redevance d'occupation du Domaine Public (RODP) - Instauration et tarifs 2017

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les collectivités territoriales peuvent délivrer, sur leur domaine public, des autorisations d'occupation temporaire. Il précise que ces actes unilatéraux sont précaires, peuvent être révoqués à tout moment, ne confèrent pas de droits réels à l'occupant et sont soumis au paiement d'une redevance. Il rappelle que si le Maire est seul compétent pour délivrer une autorisation d'occupation du domaine public, en revanche, les montants de la redevance sont déterminés par le Conseil Municipal.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement, chargé de constituer le dossier relatif à la redevance d'occupation du domaine public.

M. CULINATI informe l'assemblée que sont concernés les étals de commerces, et les terrasses de débits de boissons, de restaurants et de toute autre activité commerciale. Il donne lecture du projet de formulaire de demande d'autorisation à compléter par les pétitionnaires, du projet de charte et de convention à signer avec eux. Il précise que tout ce dossier a été travaillé au sein des commissions de l'environnement, des finances et de la sécurité. Il propose que soient appliqués le tarif suivant à compter du 1^{er} janvier 2017 :

- ✓ 20 € par an le m² de surface occupée sur le domaine public communal au sol par les terrasses, étals et autres installations commerciales

M. CULINATI revient sur la date de mise en application de cette redevance pour proposer au Conseil Municipal de ne la mettre en application qu'à partir du 1^{er} juillet 2017, considérant les désagréments et préjudices subis par les commerçants de la place Gambetta et de la Rue Nationale durant les travaux d'aménagement entrepris en 2016.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce dossier.

M. KINET : « Le projet de charte prévoit que les vérandas existantes pourront être conservées mais que les nouvelles ne seront pas autorisées. Je pense qu'on peut permettre l'installation de nouvelles vérandas et qu'on ne peut fermer la porte à ce type d'aménagement notamment pour les commerces ayant une petite surface qui peuvent ainsi agrandir leur local. »

M. FOURNEL rappelle que tout projet de véranda fermée est soumis à déclaration préalable ou à permis de construire (selon sa surface).

M. LANGE confirme effectivement que si le POS prévaut sur la charte, il faudra que le pétitionnaire dépose soit une DP soit un PC.

M. SAULNIER indique que le PLU prévoira ce type d'aménagement et la réglementation le concernant notamment pour le centre du village.

M. KINET demande la modification de la charte à propos des vérandas.

M. COEURDEUIL intervient pour rappeler que le PLU ne régleme pas l'utilisation du domaine public. Il ajoute : « je vois mal la création de vérandas sur la Place Gambetta.... ».

M. LANGE rappelle que chaque commerçant devait être contacté pour information. Il demande quel a été leur ressenti.

M. CULINATI répond que les commerçants n'ont pas encore été informés individuellement mais le seront après le vote de la délibération présentée ce soir au Conseil.

M. LANGE rétorque qu'il lui semblait qu'une première information était initialement prévue avant.

M. SAULNIER indique par ailleurs que lors des manifestations une extension gratuite des terrasses sera autorisée.

M. FOURNEL pose la question de savoir s'il est réglementaire de rendre l'occupation gratuite pour le premier semestre 2017 alors que la loi exige le paiement d'une redevance. Il propose que les 6 premiers mois de 2017 soient taxés symboliquement à hauteur de 1 €.

M. COEURDEUIL souhaite qu'une somme symbolique soit fixée vu que les commerces sont moribonds dans le village.

M. SAULNIER répond que les commerçants n'ont pas le même langage quand ils viennent le rencontrer dans son bureau que lorsqu'ils sont avec leurs clients ou les autres commerçants. Ceux qui se plaignent d'une baisse de leur chiffre d'affaires en public infirment cela en réunion privée en Mairie.

M. COEURDEUIL convient que la redevance est rendue obligatoire de par la loi mais que cela crée un problème psychologique. En conséquence il prône une progressivité de cette taxe.

M. SAULNIER rappelle que le montant sera le même pour les 3 années à venir. Il indique également qu'une réunion d'information est prévue en Mairie avec l'ensemble des commerçants afin de pouvoir entendre leurs arguments et répondre à leurs questions. Il propose que pour 2017 le prix du m² soit fixé à 10 € (soit 50 % de réduction) vu les désagréments occasionnés par les travaux puis, à partir de 2018, fixé à 20 €.

M. COEURDEUIL rejoint M. le Maire sur cette proposition.

M. LANGE demande quelle mesure sera prise pour les commerçants utilisant que ponctuellement le trottoir comme le boucher par exemple pour sa rôtissoire.

M. CULINATI répond que si l'utilisation atteint 1 m², elle sera taxée.

M. GIRAUD indique que toute occupation du domaine public est soumise à redevance, même pour une rôtissoire.

M. SAULNIER évoque l'utilisation des trottoirs dans leur totalité et sur une longueur conséquente tel qu'à l'entrée du village avec l'insécurité que cela entraîne car les piétons doivent marcher sur la route. Une mise en garde sera adressée à l'occupant.

Mme INGRASSIA intervient pour rappeler que l'occupant du trottoir est une association à but non lucratif.

M. GAUTIER souligne que la charte ne prévoit pas de redevance pour les associations.

M. NAL attire l'attention de ses collègues sur le fait que si on autorise les vérandas fermées sur le domaine public, la Place Gambetta risque un jour de devenir une place couverte. « Les administrés ne comprendront pas pour quelles raisons certains peuvent en créer et d'autres pas ».

M. SAULNIER revient une nouvelle fois sur le règlement d'urbanisme à mettre en place dans le PLU pour se préserver de ce type de dérapage.

M. KINET demande une nouvelle fois que des précisions soient apportées dans la charte à propos des terrasses et vérandas couvertes.

M. SAULNIER répète que le règlement du PLU inclura toutes les prescriptions nécessaires. Il précise que la charte ne concerne que les commerces existants. Il se dit opposé à ce que la place devienne un velum qui ferait perdre le caractère provençal du site.

M. KINET indique que les terrasses couvertes seraient conformes au PLU.

M. FOURNEL intervient pour attirer l'attention sur le fait que les terrasses étant créées sur le domaine public communal, les commerçants ne pourront pas déposer de demande de création à leur nom. Il serait absurde que la Commune, propriétaire du sol, soit obligée de déposer une DP ou un PC à ce titre.

M. COEURDEUIL indique que la forme que devra prendre l'autorisation sera définie par le PLU.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-3 et L 2125-1 à L 2125-6

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 113-2,

Considérant que les Collectivités Territoriales peuvent délivrer, sur leur domaine public, des autorisations d'occupation temporaire, que ces actes unilatéraux sont précaires et peuvent être révoqués à tout moment par la personne publique propriétaire,

Considérant qu'ils ne confèrent pas de droits réels à l'occupant et sont soumis au paiement d'une redevance,

Considérant les désagréments et préjudices subis par les commerçants de la Place Gambetta et de la Rue Nationale durant les travaux d'aménagement entrepris en 2016,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins 3 abstentions : Mme REES - MM. PAZ et FOURNEL

AUTORISE M. le Maire à signer avec les occupants du domaine public communal les chartes et conventions qui seront applicables dès le 1^{er} janvier 2017

DECIDE de fixer la redevance annuelle à 20 € le m² de surface occupée sur le domaine public communal au sol par les terrasses, étals et autres installations commerciales

DECIDE, pour compenser les désagréments et préjudices subis par les commerçants pendant les travaux d'aménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale entrepris en 2016, que cette redevance sera réduite de 50 % pour l'année 2017 et payable dès juillet de la même année.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à l'encaissement des redevances.

1-7 Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) des bâtiments et espaces publics communaux - Présentation, proposition et programmation des travaux et des aménagements

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est un dispositif permettant de mettre un établissement en conformité avec la réglementation en vigueur à partir du 1er janvier 2015.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est **obligatoire** pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements ou installations recevant du public (ERP/IOP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité.

Il apporte un cadre juridique sécurisé mais s'accompagne d'un **calendrier précis et d'un engagement financier**.

Il est le seul moyen pour être en accord avec la loi pour ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations de la loi, après le 1er janvier 2015.

M. le Maire rappelle que deux prolongations de délai ont été adressées à M. le Préfet dont la dernière avait pour date butoir le 30 octobre 2016.

Le Cabinet « QUALICONSLT » a été missionné en début d'année pour aider techniquement la Commune à élaborer cet agenda en prenant en compte ses priorités et ses contraintes budgétaires. Tous les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public (23 E.R.P. et 4 I.O.P.) ont été recensés, listés, visités, répertoriés et diagnostiqués.

M. le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité, qui a travaillé de concert avec les membres de sa commission ainsi que des commissions « Travaux », « Finances », « Patrimoine » et « Environnement ». Un travail a également été mené par la Directrice des Services Techniques de la Commune.

M. GIRAUD rappelle à l'assemblée que la première étude menée par « QUALICONSLT » prévoyait une liste de travaux pour un montant d'un million d'euros sur 3 ans ce qui n'était pas concevable financièrement par la Commune. Un second travail a été effectué afin de supprimer de la liste certains équipements comme par exemple les ascenseurs dans tous les lieux publics lorsque l'accès aux étages n'est pas indispensable. D'autre part, seuls les ERP étaient listés alors que les IOP devaient l'être également.

M. GIRAUD indique aussi que l'agenda d'accessibilité a été programmé sur deux périodes de trois ans et que les travaux à entreprendre ont été listés, planifiés dans le temps et chiffrés. Le coût total de cette opération s'élève à 368.920 € sur 6 ans, soit une moyenne de 60.000 € environ par an.

M. GIRAUD donne lecture de la répartition annuelle des ERP et IOP concernés par la mise en accessibilité et du chiffrage des travaux. Il précise que les commissions Sécurité - Travaux et Finances ont priorisé pour la première année (2017) les actions sur les bâtiments administratifs (La Poste - la Mairie) mais aussi sur ceux liés à l'Enfance et la Jeunesse (Centre de Loisirs) et à la Culture et au Tourisme (Médiathèque - Point Accueil). Pour 2018 il est prévu d'entreprendre les travaux pour tous les musées du centre-village mais aussi de l'école élémentaire dans le cadre de sa rénovation d'ensemble programmée (études en cours). La mise en accessibilité du cimetière, représentant un tiers du coût de l'Ad'AP (110.440 €), a été inscrite sur la dernière année (2022) car les textes exigent, à la date d'aujourd'hui, le traitement de tous les cheminements piétons. Il espère un assouplissement de la réglementation à ce niveau car la charge financière s'avère très lourde pour respecter ces contraintes.

M. GIRAUD indique d'autre part qu'un certain nombre de chantiers pourront être entrepris par les Services Techniques (en régie) ce qui diminuera le coût des travaux par rapport à l'estimation. Il précise aussi que les commissions ont regroupé les ERP qui pouvaient l'être pour permettre une seule intervention et donc réduire la aussi le montant de la prestation. Par exemple toutes les salles situées à l'arrière de celle du Foyer auront leurs accès depuis la place Louis Fournier traités en même temps (2018).

M. GIRAUD précise que l'aménagement des places de parking « PMR » et leur mise en accessibilité sur la voie publique constituent un dossier en cours d'études par la commission chargée de l'aménagement des parkings dans le centre-village.

M. LANGE demande des précisions sur le prix de 4.000 € prévu pour la salle de l'Olivier pour l'installation d'une rampe et s'étonne de ce montant élevé.

M. GIRAUD indique que le cheminement depuis la voie publique (Place Louis Fournier) jusqu'à l'entrée de la salle doit être prévu, comme pour les deux autres salles alentours. Les travaux pour l'ensemble de ces locaux seront réalisés en une seule fois pour en diminuer le coût. Il rappelle que tous ces travaux de mise en accessibilité auraient dû réglementairement être lancés en 2005 et terminés en 2010. Cela concernait aussi les parkings, les rues, les places.....La commission chargée d'étudier le dossier « parkings » doit localiser les travaux à entreprendre à proximité des ERP.

M. NAL demande si la totalité du jardin public devra être anobli pour permettre la circulation des personnes handicapées.

M. GIRAUD répond que seules les zones à fort intérêt doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite (P.M.R.). Il faudra donc déterminer quelles sont les parties du jardin qui sont concernées. D'autre part, il faudra pour certains bâtiments, en changer les portes car trop étroites. Mais des dérogations seront demandées lorsque ces portes, comme celle de l'église notamment, ont un fort intérêt patrimonial. La mise en accessibilité des bâtiments neufs est une chose, pour les constructions anciennes des négociations seront menées.

M. GIRAUD indique que l'Ad'AP sera transmis à M. le Préfet pour validation et qu'un bilan d'étape lui sera adressé aux termes de la première année, puis des 3 ans, puis à la fin du programme.

M. SAULNIER demande si la programmation peut être modifiée après la validation par M. le Préfet.

M. GIRAUD répond que si la première année ce n'est pas possible, ça l'est pour les deux étapes suivantes.

M. COEURDEUIL s'insurge sur cette loi qu'il juge absurde et aberrante avec un coût exorbitant. Il serait plus simple pour lui que le matériel mis à disposition des PMR soit adapté pour « passer partout ». Cela reviendrait moins cher que les travaux de mise en accessibilité.

M. PAZ demande si les Conseillers Municipaux peuvent avoir accès au dossier Ad'AP.

M. GIRAUD l'informe que ce dossier est tenu à la disposition de tout élu dans le bureau des Adjoints depuis juillet 2016.

M. COLLAINE demande s'il est possible de transmettre ce dossier en pdf aux élus intéressés.

M. GIRAUD en prend note.

M. VERDON demande si ces travaux donnent droit à des subventions ou des aides.

M. GIRAUD dit s'être renseigné à ce propos et avoir obtenu la réponse suivante : Certes une demande peut être déposée auprès de la DDTM mais en l'état actuel des finances publiques, elle ne sera pas suivie d'effet. »

M. SAULNIER indique que pour les écoles et dans le cadre du projet global de réhabilitation, les travaux de mise en accessibilité pourront être inclus dans les demandes de subventions.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et notamment son 1^{er} article,
Vu les délibérations du Conseil Municipal n° 2015-171 du 21 octobre 2015 et n° 2016-128 du 27 juin 2016 relative à l'élaboration du document et demandant l'autorisation de prolongation de délai pour la mise en place de l'Ad'AP, jusqu'au 30 octobre 2016,
Considérant que la Commune a réalisé tous les diagnostics obligatoires de ses ERP et IOP,
Considérant que l'agenda d'accessibilité programmée de la Commune tel que présenté porte sur 23 ERP et 4 IOP sur une durée de 6 ans (de 2017 à 2022),
Vu l'avis favorable des commissions « Sécurité », « Travaux », « Finances », « Environnement » et « Patrimoine » réunies le 28 novembre 2016,

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE l'agenda d'accessibilité programmée de la Commune de LE VAL, tel que figurant en annexe à la présente délibération,

S'ENGAGE à inscrire chaque année, au budget, les crédits nécessaires aux travaux de mise en accessibilité (opération 420),

DONNE tous pouvoirs à M. le Maire pour signer tous documents et accomplir toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier.

1-8 - Spectacle « Place à l'Opéra » 2017 - Contrat

Monsieur le Maire rappelle que depuis quelques années un spectacle d'opérette est organisé chaque été et rencontre un vif succès.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe délégué à la Culture et aux Festivités ».

Mme INGRASSIA donne connaissance à l'assemblée d'un projet de contrat à signer avec l'association « Place à l'Opéra » en vue d'organiser en juillet 2017 sur la Commune, un spectacle d'opérette (« La Chauve-Souris » de Johann Strauss). Le montant du contrat s'élève à 5.000 € TTC.

M. GIRAUD demande quel sera le montant de dépenses accessoires telles que le repas offert à la troupe et autres frais.

Mme INGRASSIA répond qu'une simple collation est offerte à la troupe.

M. FOURNEL demande quel sera le tarif du billet d'entrée.

Mme INGRASSIA indique qu'un montant de 15 € semble raisonnable mais que la Commission n'a pas encore validé ce montant.

Mme DONADEY propose de ne pas prévoir un tarif trop élevé car alors le nombre d'entrées est moindre.

Mme INGRASSIA rejoint Mme DONADEY sur ce point et rappelle que l'objectif de l'organisation de ce spectacle chaque année vise à permettre à l'opérette d'être présente dans les villages. Elle informe l'assemblée qu'en 2016, 150 spectateurs ont assisté à « La Belle Hélène » malgré la programmation de « l'Euro de Football ». En 2017, la tournée de l'association « Place à l'Opéra » débutera par LE VAL ce qui amènera peut-être plus de monde.

Mme INGRASSIA profite de son intervention pour informer l'assemblée que divers projets festifs, à destination des familles et des enfants notamment, sont envisagés par sa commission pour 2017, principalement sur la Place Gambetta pour animer le site. Les manifestations prévues, moins onéreuses, devraient toucher un public plus élargi. Elle demande à ce que chacun puisse donner des idées pour enrichir les projets de la commission.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ledit contrat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe délégué à la Culture et aux Festivités »,

Après avoir pris connaissance des termes du contrat proposé par l'association « Place à l'Opéra »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de contrat,

AUTORISE Monsieur le Maire à le signer,

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2017 (chapitre 011).

1-9 - Modifications des régies (cantine - médiathèque - activités culturelles - location de salles - fourrière chiens et chats) et modification des indemnités des régisseurs

CANTINE SCOLAIRE

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que par délibération du 25 septembre 1975 une régie de recettes a été créée afin de permettre l'encaissement des frais de repas du restaurant scolaire. Or, par décision du Maire n° 25/2016 du 27 juillet 2016 la régie de recettes « activités périscolaires » permet l'encaissement de ces produits. De ce fait, la régie de recettes « Restaurant scolaire » doit être supprimée.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du 25 septembre 1975 instituant une régie de recettes pour l'encaissement des produits du restaurant scolaire ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 octobre 2016

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la suppression de la régie de recettes pour l'encaissement des produits du restaurant scolaire.

SUPPRIME l'encaisse prévue pour la gestion de la régie d'un montant fixé à 7.600 €.

APPROUVE la suppression de cette régie dès le 1^{er} décembre 2016.

CHARGE Monsieur le Maire et Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée au régisseur titulaire et au mandataire suppléant.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal que par arrêté du Maire du 02 décembre 1999, modifié en date du 26 mars 2001, la régie de recettes « médiathèque municipale » permet l'encaissement des abonnements, locations de livres, cassettes audio-vidéo et CD audio, frais d'accès à Internet, impression de documents, remboursement d'ouvrages perdus ou détériorés et pénalités de retard.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui propose de prendre une nouvelle délibération concernant cette régie de recettes pour la modifier comme suit :

Article 1^{er} :

La régie de recettes « médiathèque municipale » est maintenue auprès du service de la Médiathèque de la Commune du Val.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville - 5, Place de la Libération - 83143 Le Val.

Article 3 :

La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 : Un compte de dépôt est ouvert au nom du Régisseur es-qualité auprès de la DDFIP du Var,

Article 5 :

La régie encaisse exclusivement les produits suivants :

- 1) Abonnements
- 2) Forfaits pour consultation Internet
- 3) Frais pour copies
- 4) Frais établissement carte perdue
- 5) Frais d'affranchissement lettre de rappel

Article 6 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1° : Espèces

2° : Chèques bancaires ou postaux

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet PIRZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 7 :

L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver en attendant le versement au Trésor Public est fixé à 455 €.

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire la totalité de ses recettes et les justificatifs correspondants à chaque fois que son encaisse atteint le montant fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

Article 11 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le Maire de la Commune de LE VAL et le Comptable Public assignataire de la Trésorerie Principale de BRIGNOLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avances et de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 octobre 2016

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les modifications de cette régie de recettes ;

MANDATE Monsieur le Maire à mener à bien ce dossier.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'une régie de recettes a été créée le 02 décembre 1999 pour permettre l'encaissement des produits de la Médiathèque Municipale.

Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, propose au Conseil Municipal de modifier la tarification qui est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2006 et propose les tarifs suivants :

Inscription annuelle (date à date) :

- Abonnement couple Valois : 7 €
- Abonnement adulte Valois : 4 €
- Abonnement couple « extérieur » : 8 €
- Abonnement adulte extérieur : 5 €
- Abonnement 0 à 18 ans : gratuité
- Abonnement étudiant (carte étudiant) : gratuité
- Abonnement demandeur d'emploi (justificatif Pôle Emploi) : gratuité
- Abonnement personne handicapée (justificatif MDPH) : gratuité

Forfaits internet :

- 30 minutes : 0,50 €
- 1 heure : 1 €
- Pour les 6 à 18 ans : gratuité

Participation financière pour refaire une carte de lecteur : 3 €

Participation frais affranchissement 3^{ème} lettre de rappel : 3,56 €

Participation impression copies : 0,15 € la feuille

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 octobre 2016

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les tarifs proposés pour cette régie de recettes ;

PRECISE que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « médiathèque municipale ».

ACTIVITES CULTURELLES

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, par délibération du 21 octobre 2015, les tarifs individuels et de groupes pour la visite des musées suivants ont été arrêtés : la crèche animée, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée que les 7 musées communaux ont été rénovés et que l'inventaire des objets exposés est en cours d'élaboration. Elle prévoit d'organiser une visite destinée aux élus et tient à remercier toutes les personnes qui ont participé à cette rénovation y compris le personnel communal.

Mme INGRASSIA indique que pour tous ces musées les tarifs étaient :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

-adultes : 2,00 €

-enfants (6-12 ans) : 1,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

-adultes : 1,50 €

-enfants (6-12 ans) : 0,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation).

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal et non par un guide conférencier, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Elle propose d'appliquer également ces tarifs pour la visite de la « crèche Rosselini », de supprimer les mentions « Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation) » et « et non par un guide conférencier » en ce qui concerne les visites réservées auprès de la Provence Verte et d'ajouter deux nouvelles visites guidées qui seront assurées par agent communal qui est un guide conférencier.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,
Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 octobre 2016

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PRECISE que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « Activités Culturelles » ;

APPROUVE les tarifs de la régie de recettes « activités culturelles » suivants :

Pour la visite des musées : la crèche animée, la crèche Rosselini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

-adultes : 2,00 €

-enfants (6-12 ans) : 1,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

- adultes : 1,50 €
- enfants (6-12 ans) : 0,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

LOCATION DE SALLES COMMUNALES

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la régie de recettes instituée le 13 avril 2010 doit faire l'objet d'une réactualisation consistant à ce qui suit :

Article 1^{er} :

La régie de recettes « locations de salles communales » est maintenue auprès du service culturel.

Article 2 :

Cette régie est installée au Point Accueil - 6, Place du 4 septembre - 83143 Le Val.

Article 3 :

La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du DDFiP du Var.

Article 5 :

La régie encaisse exclusivement les produits suivants :

- Location des salles communales

Article 6 :

La location de salles est soumise au versement, par chèque d'une caution, qui sera conservée puis restituée après l'état des lieux effectué si aucun dégât n'est constaté.

Article 7 :

Les recettes désignées à l'article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1° : Espèces

2° : Chèques bancaires ou postaux

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet PIRZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 8 :

L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver en attendant le versement au Trésor Public est fixé à 1.220 €.

Article 10 :

Aucun fonds de caisse n'est mis à la disposition du régisseur.

Article 11 :

Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire la totalité de ses recettes et les justificatifs correspondants à chaque fois que son encaisse atteint le montant fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

Article 13 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Le Maire de la Commune de LE VAL et le Comptable Public assignataire de la Trésorerie Principale de BRIGNOLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avances et de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 07 novembre 2016 ;

ACCEPTE les modifications de cette régie de recettes ;

MANDATE Monsieur le Maire à mener à bien ce dossier.

FOURRIERE CHIENS/CHATS

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'une convention a été signée en date du 03 octobre 2007 pour la capture des chiens et chats errants sur la Commune avec le chenil « Identité Canine » situé à Garéoult (Var). Il convient de prendre une délibération pour cette régie de recettes.

Article 1^{er} :

La régie de recettes « mise en fourrière de chiens et chats » est maintenue auprès du service de la Police Municipale de la Commune du Val.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville - 5, Place de la Libération - 83143 Le Val.

Article 3 :

La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 : Un compte de dépôt est ouvert au nom du Régisseur es-qualité auprès de la DDFIP du Var,

Article 5 :

La régie encaisse exclusivement les produits suivants :

-Frais de capture et de déplacement

Article 6 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1° : Espèces

2° : Chèques bancaires ou postaux

Les recettes sont perçues à l'aide d'une quittance de carnet P1RZ dont un exemplaire sera remis lors du règlement.

Article 7 :

L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver en attendant le versement au Trésor Public est fixé à 600 €.

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire la totalité de ses recettes et les justificatifs correspondants à chaque fois que son encaisse atteint le montant fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

Article 11 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le Maire de la Commune de LE VAL et le Comptable Public assignataire de la Trésorerie Principale de BRIGNOLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avances et de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 octobre 2016 ;

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les modifications de cette régie de recettes ;

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'une convention a été signée en date du 03 octobre 2007, pour la capture des chiens et chats errants sur la Commune, avec le chenil « Identité Canine » situé à Garéoult (Var). Il propose les tarifs suivants pour cette régie de recettes :

- Frais de capture et de déplacement : 100 € par animal

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité, moins une abstention Mme REES qui propose de ramener les frais à 80 € par animal,

CONDIDERANT l'avis conforme du comptable assignataire du 28 octobre 2016 autorisant l'encaissement des frais de capture et de déplacement par la régie de recettes « mise en fourrière des chiens et chats » ;
APPROUVE les tarifs proposés pour cette régie de recettes ;
PRECISE que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « mise en fourrière des chiens et chats » modifiée à cet effet.

INDEMNITES DES REGISSEURS DE RECETTES

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la création des régies de recettes et d'avances municipales, des indemnités de responsabilité annuelles à verser aux régisseurs doivent être prévues, ainsi que le montant des cautionnements en fonction de l'encaisse. Une délibération a été prise à ce sujet le 08 décembre 2010 mais que, compte tenu des montants encaissés, elle ne prenait pas en compte la totalité de l'arrêté ministériel du 03 septembre 2001.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'entériner les montants de ces indemnités tels qu'ils figurent dans l'arrêté ministériel du 03 septembre 2001.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les montants des cautionnements et ceux des indemnités de responsabilité pour les régisseurs d'avances et de recettes tels que mentionnés dans l'arrêté ministériel du 03 septembre 2001.

1-10 - Participation communale 2017 aux séjours culturels, linguistiques et pédagogiques des élèves du secondaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, chaque année, des établissements scolaires extérieurs (BRIGNOLES essentiellement), fréquentés par des enfants domiciliés au VAL, sollicitent pour ces derniers une participation communale aux frais de séjours pédagogiques, linguistiques et culturels ou classes de découvertes.

Il rappelle que la Commune a alloué jusqu'à ce jour une participation de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'aide accordée pour 2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'allouer en 2017 une participation forfaitaire de 50 € par élève pour des séjours d'une semaine ou plus et de 30 € pour des séjours de plus courte durée.

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget (chapitre 65).

2 - Administration générale

2-1 - Commissions communales : nomination de Mme Céline LEBERQUIER, Conseillère Municipale

Monsieur le Maire indique que, suite à la démission de M. Renaud GAULET de sa fonction de Conseiller Municipal le 27 octobre 2016 et de son remplacement par Mme Céline LEBERQUIER, suivante sur la liste, il doit être procédé au remplacement de M. Renaud GAULET au sein des commissions communales.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée du souhait de Mme Céline LEBERQUIER d'être nommée membre des commissions communales des Finances, des Travaux et du Personnel Communal.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur la demande de Mme LEBERQUIER.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE la nomination de Mme Céline LEBERQUIER dans les commissions communales des Finances, des Travaux et du Personnel Communal,

ACCEPTE de modifier la composition des commissions communales conformément au tableau ci-joint.

2-2 - Convention entre la Médiathèque municipale et l'Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « L'Essor »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » se propose de recevoir les élèves de l'Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique « L'ESSOR » de CHATEAUVERT au sein de son infrastructure et mettre à leur disposition ses équipements pour organiser des animations.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et l'ITEP « L'ESSOR ». L'accueil de ces élèves, âgés de 6 à 13 ans, participera à leur réadaptation scolaire. Deux créneaux horaires seront mis en place (le mercredi et le vendredi) sous la responsabilité d'une éducatrice valoise connaissant déjà le fonctionnement de la médiathèque.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'ITEP « L'ESSOR ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

2-3 - Convention relative à l'implantation des abris voyageurs du réseau départemental de transport public VARLIB

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Département lui a adressé un projet de convention relative à l'implantation du double abri voyageurs du réseau départemental de transport public « VARLIB » situé sur le domaine public, soit à la halte routière « St-Benoît » (arrêt dit « Coopérative »).

Il donne lecture de ce projet de convention au Conseil Municipal et lui demande l'autorisation de la signer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après avoir pris connaissance de la convention proposée par le Département,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention proposée par le Département pour l'implantation du double abri voyageurs du réseau départemental de transport public « VARLIB » situé sur le domaine public, soit à la halte routière « St-Benoît » (arrêt dit « Coopérative »).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

2-4 - Rapport d'activités 2015 de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la loi Chevènement du 12 juillet 1999, il se doit de lui présenter le rapport annuel 2015 établi par la Communauté de Communes du Comté de Provence, dont la Commune de LE VAL est membre.

Il donne connaissance à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par la Communauté de Communes du Comté de Provence qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation faite par Monsieur le Maire du rapport annuel d'activités Communauté de Communes du Comté de Provence pour l'année 2015.

INDIQUE que ce document sera tenu à la disposition des usagers, en Mairie, pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération.

2-5 Désignation des deux Conseillers Communautaires représentant le Conseil Municipal au sein de la future Communauté d'Agglomération « Provence Verte »

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L5211-6-2 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 12/2016 - BCL du 29 mars 2016 portant Schéma de Coopération Intercommunale du Var ;
Vu l'arrêté préfectoral n°13/2016-BCL du 31 mars 2016 portant projet de périmètre d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Comté de Provence, Sainte-Baume Mont-Aurélien et du Val d'Issole ;

Vu les délibérations des conseils communautaires des communautés de communes du Comté de Provence (13 juin 2016), Sainte-Baume Mont-Aurélien (2 juin 2016) et du Val d'Issole (8 juin 2016), approuvant l'arrêté préfectoral n°13/2016-BCL du 31 mars 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Comté de Provence, Sainte-Baume Mont-Aurélien et du Val d'Issole ;

Vu la délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du Comté de Provence du 25 juillet 2016 et la délibération n° 2016-153 du Conseil municipal du 14 septembre 2016 approuvant la répartition des 52 sièges constituant le Conseil d'agglomération de la Provence Verte ;

Considérant que la désignation des conseillers communautaires de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte est basé sur l'article L5211-6-2 du CGCT, en cas de fusion entre plusieurs établissements publics de coopération intercommunale ;

Considérant que cette désignation se fait au sein des Conseils municipaux des Communes membres et que les modalités varient selon la taille de la Commune, de la façon suivante :

- dans les Communes de plus de 1.000 habitants :
 - o les membres du nouveau conseil communautaire sont élus par le Conseil municipal parmi les conseillers communautaires sortants, au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus, sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.
 - o lorsqu'une Commune dispose d'un seul siège, la liste des candidats au siège de conseiller communautaire comporte deux noms. Le second candidat de la liste qui a été élue devient conseiller communautaire suppléant.
- dans les Communes de moins de 1 000 habitants :
 - o il n'y a pas d'élection : les conseillers communautaires sont les membres du Conseil municipal désignés dans l'ordre du tableau. En général, le Maire est Conseiller communautaire et le 1^{er} adjoint est suppléant ;
- l'article L5211-6 du CGCT prévoit un suppléant pour les Communes qui n'ont qu'un seul Conseiller communautaire : son rôle est uniquement d'assister aux séances du Conseil communautaire, en cas d'empêchement temporaire du conseiller communautaire titulaire.
- le mandat des conseillers communautaires précédemment élus prend fin à compter de la date d'installation du 1^{er} Conseil de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte ;

Considérant la nécessité d'élire deux Conseillers municipaux ;

Il est demandé au Conseil municipal :

- **d'élire deux Conseillers Municipaux pour siéger au Conseil de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte, créée par arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016.**

Les candidatures suivantes ont été enregistrées en début de séance :

- Liste A - M. Bernard SAULNIER
Mme Julie BREBAN

Aucune autre candidature n'a été déclarée avant le vote.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Premier tour de scrutin

- Nombre de bulletins : 27
- À déduire (bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante) : 0
- Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : 27
- Majorité absolue : 14

La liste A a obtenu 27 voix.

Sont donc élus en qualité de Conseillers communautaires auprès de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte pour représenter la Commune de LE VAL :

Monsieur Bernard SAULNIER et Madame Julie BREBAN.

2-6 Désignation d'un représentant du Conseil Municipal dans le groupe de travail « Prévention et Collecte » au sein du SIVED NG* (*nouvelle génération)

Le SIVED ayant signalé tout dernièrement que, contrairement à ce qu'il avait été demandé dans leur courrier du 15 novembre 2016, reçu en Mairie le 21 novembre dernier, il n'est pas nécessaire à ce jour de délibérer pour désigner un représentant de la Commune au sein du groupe de travail créé par le SIVED NG pour poursuivre l'action des délégués actuels.

Monsieur le Maire retire donc cette question de l'ordre du jour mais donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué auprès du SIVED.

M. CULINATI donne lecture du courrier reçu du SIVED qui indique notamment que les statuts du syndicat ont été modifiés pour adapter son périmètre, ses compétences et sa gouvernance lors de sa transformation en syndicat mixte pour répondre aux préconisations du projet TECHNOVAR.

Il regrette que la notion de proximité existant jusqu'à ce jour (et qui a fait ses preuves) disparaisse avec la modification des représentants communaux qui de 4 élus (2 titulaires/2 suppléants) passent à un élu par commune qui siègera au sein d'un groupe de travail « Prévention et Collecte ».

M. FOURNEL demande quel sera l'impact sur les administrés : déchetterie, collecte, coût, etc...

M. CULINATI n'a pas eu connaissance d'impact sur le service rendu aux administrés.

M. KINET indique que suite à la loi Chevènement, les syndicats doivent disparaître au profit de l'intercommunalité, donc de la communauté d'agglomération. Il demande pourquoi alors le SIVED agrandit son périmètre en tant que syndicat mixte au lieu de devenir un service de l'agglomération.

M. SAULNIER répond que le nouveau périmètre du SIVED se calque sur celui de l'agglomération.

M. KINET revient sur le fait que le SIVED reste un syndicat à vocations multiples. Les élus qui sont amenés à y siéger devraient être désignés par le Conseil Communautaire et non par le Conseil Municipal.

M. GAUTIER demande ce qu'il adviendra de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et s'il y a une garantie de maintien au taux actuel ?

M. SAULNIER répond qu'un lissage sera certainement opéré sur l'ensemble des communes membres.

2-7 Suppression de la ligne de transports scolaires VARLIB N° 4450 « LE VAL/LES MACHOTTES » et remboursement des participations aux parents

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à ajouter cette question à l'ordre du jour de la présente séance. Le traitement de ce dossier par l'assemblée délibérante permettrait de rembourser les familles avant la fin de l'année 2016.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité l'ajout de cette question à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la ligne de transport scolaire VARLIB desservant la route de Vins jusqu'au lotissement « Les Machottes » (N° 4450), du fait de sa très faible fréquentation, est supprimée par le Département, à compter du 1er janvier 2017, donc en cours d'année scolaire.

Il indique que la question se pose de savoir sur quelles bases les parents vont pouvoir être remboursés pour la période courant sur 2017.

Le Département, interrogé par les services administratifs communaux, s'est engagé à ne rien facturer à la Commune pour les 6 enfants concernés pour l'entière année scolaire 2016/2017.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée de rembourser les familles de leur participation annuelle variant entre 55 et 65 € par enfant (pour un total de 370 €).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant que les familles concernées ont versé, avant la rentrée scolaire 2016/2017, la participation annuelle aux frais de transports scolaires de leurs enfants vers l'école élémentaire du VAL,

Considérant que ce service est supprimé en cours d'année scolaire (à compter de janvier 2017),

Considérant que le Département s'est engagé à ne pas facturer à la Commune les frais de transport des 6 enfants concernés pour la période courant de septembre à décembre 2016,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins l'abstention de Mme Céline LEBERQUIER qui estime que la ligne aurait dû être maintenue en remplaçant le car par un minibus, sachant que le nombre d'usagers peut augmenter d'une année sur l'autre,

Mme RIHAL souligne la discrimination faite entre les habitants de la route de Vins et ceux des autres axes qui doivent assumer eux-mêmes le transport de leurs enfants depuis toujours.

DECIDE de rembourser l'intégralité des participations versées par les parents (liste ci-jointe) pour l'année scolaire 2016/2017 par virement sur leur compte bancaire,

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 (compte 6718 - autres charges exceptionnelles).

3 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 25 octobre 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

04/11/2016 N° 40	Attribution MAPA FS 04 2016 Nettoyage des locaux communaux - Ecole du Bicentenaire - SARL NET PLUS PROVENCE	<u>Tranche ferme</u> : Ménage hors période vacances du 02 Novembre 2016 au 07 Juillet 2017.	10.761,60 € HT
		<u>Tranche ferme</u> : Ménage période vacances de Noël 2016 et de Pâques 2017	758,45 € HT
		<u>Option</u> Décapage/métallisation du sol	2.212,92 € HT
14/11/2016 N° 41	Mission d'accompagnement pour la mise au point de 2 avenants de prolongation de contrat de DSP eau et assainissement (HYDREAUX CONSULT)		700,00 € HT

17/11/2016 N° 42	Octroi concession columbarium SÉGARD	+ 300,00 €	
22/11/2016 N° 43	Attribution du MAPA n° FS 03/2016 Souscription des contrats d'assurances pour la Commune de LE VAL	Lot 1 - GROUPAMA Dommages aux biens et risques annexes Lot 2 - GROUPAMA Responsabilité civile Lot 3 - SELLENET-GAN Flotte automobile Lot 4 - SMACL Protection juridique de la Commune Lot 5 - SMACL Protection juridique des Elus et des agents de la Commune	12.518,13 € HT/an 3.573,26 € HT/an 3.450,12 € HT/an 1.000,00 € HT/an 207,00 € HT/an
22/11/2016 N° 44	Contrat de service pour les logiciels Finances, Paie, GRH et élections (GFI)		4.293 € HT/an

Monsieur le Maire indique d'autre part que 7 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 25 octobre 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins l'abstention de Mme Céline LEBERQUIER qui estime que le coût des assurances est trop élevé et que d'autres Sociétés auraient pu proposer des offres plus intéressantes financièrement,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 25 octobre 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

4 - Questions écrites

NEANT

5 - Questions orales

M. FOURNEL :

- Pétition à propos de la Place Gambetta -

Une seconde pétition a été déposée dans la journée en Mairie. Un cas précis est à noter, celui du bureau de tabac. Son gérant a été reçu le 19 novembre 2016 par M. le Maire pour demander l'autorisation de transférer son commerce en bordure de la déviation à côté de la boulangerie. Cette demande lui a été refusée.

M. SAULNIER intervient immédiatement pour rappeler l'historique de la situation du bureau de tabac : une première demande a été faite pour transférer le commerce de son local actuel vers un autre situé toujours sur la Place mais à l'angle de la Rue Victor Hugo. Cette demande est ancienne puisque datant d'avant les travaux de restauration de l'immeuble par son propriétaire. Ce transfert a été accepté par la Mairie et le dossier envoyé aux organismes compétents.

Ce projet a, à priori, été abandonné.

Une seconde demande d'autorisation a alors été formulée pour un local situé en bordure de la déviation à côté de la boulangerie. Le bâtiment est à construire, le permis ayant été accordé. L'autorisation de transfert a été accordée par la Mairie.

Ce projet est en attente de réalisation pour l'instant.

Des discussions ont été tenues avec chaque commerçant individuellement et personne n'a émis de remarques ou de plaintes particulières lors de ces échanges.

M. le Maire indique que seuls les courriers qui seront signés seront pris en compte et auront une réponse.

M. FOURNEL demande qu'une réponse soit apportée à la pétition et souligne que malgré ses demandes récurrentes, aucune information n'a été diffusée auprès des administrés sur les travaux entrepris sur la place Gambetta et la Rue Nationale ni pour ceux sur la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai. Il regrette ce manque constant de concertation. Il demande si l'inauguration de la place est prévue pour le 13 décembre 2016 jour de la réception des travaux.

M. DEBAQUE intervient pour signaler qu'aucun conseiller n'a assisté à la pré-réception qui s'est déroulée ce matin-même malgré l'information diffusée.

M. FOURNEL rétorque qu'une réunion du COPIL PLU avait été programmée pour le matin et que les Conseillers ne pouvaient donc pas assister aux deux réunions.

M. SAULNIER rappelle que chaque Conseiller Municipal reçoit une copie du PV de chantier dès sa réception en Mairie et que le rôle des élus est de transmettre les informations aux administrés qui souhaitent des précisions.

M. FOURNEL demande une nouvelle fois si l'inauguration de la place est prévue pour le 13 décembre 2016.

M. SAULNIER répond négativement et précise que la date sera fixée ultérieurement afin que les partenaires financiers puissent y participer.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

